

# Lutte de classe

## La nouvelle constitution bolivienne adoptée par référendum.

Article en deux parties, la première partie contient une dépêche de presse, la seconde une analyse.

**Reuters 25.01** - Les électeurs boliviens ont approuvé dimanche par référendum la nouvelle constitution socialiste, selon des projections diffusées par des chaînes de télévision.

Le « oui » l'emporterait avec 60 à 61% des voix, d'après deux sondages réalisés à la sortie des urnes, et 55% des suffrages selon la chaîne de télévision ATB, sur la foi d'un rapide décompte.

Cette même chaîne avait auparavant évoqué une consultation trop serrée pour en prédire l'issue.

La nouvelle Loi fondamentale doit notamment autoriser le président Evo Morales à briguer un second mandat cette année et accorde une meilleure représentation aux Indiens au Congrès.

Elle permettra, selon Morales, premier président indien du pays, d'améliorer le niveau de vie de la majorité indigène, plutôt pauvre.

Elle devrait en outre renforcer le contrôle étatique de l'économie, après une première vague de nationalisations dans les secteurs énergétique ou des télécoms.

Morales a suivi les exemples de ses homologues vénézuélien Hugo Chavez et équatorien Rafael Correa, socialistes eux aussi, qui ont modifié la Loi fondamentale de leur pays pour étendre leur pouvoir, combattre les inégalités ou mieux contrôler les ressources naturelles.

Le référendum a été largement approuvé dans les montagnes de l'ouest du pays, peuplée très majoritairement d'indigènes, alors que les populations métisses des plaines orientales ont plutôt voté contre.

Quatre des neuf provinces ont rejeté le texte, selon les sondages sortis des urnes.

### **Analyse.**

Au lieu de s'orienter vers la remise en cause de la propriété privée des moyens de production dont la terre, Morales à travers cette nouvelle constitution a décidé d'enchaîner plus solidement encore la classe ouvrière et la paysannerie pauvre au capitalisme, jugez plutôt :

1- au lieu de procéder à la collectivisation de la terre pour assurer un travail et un revenu décent à la paysannerie pauvre, il a décidé de transformer celle-ci en petits propriétaires privés, d'en faire autant de petits bourgeois, chacun défendant son lopin de terre et ses intérêts particuliers contre l'intérêt collectif qui aurait dû prévaloir dans la perspective du socialisme dont Morales se réclame.

Au lieu d'unir la classe ouvrière et la paysannerie pauvre dans un même combat, en engageant conjointement l'expropriation (sans indemnité) des capitalistes et des grands propriétaires terriens, Morales les divise et les affaiblit au profit des classes possédantes, non seulement il n'a pas procédé à l'expropriation des grands propriétaires terrains, pire, cette constitution limitera désormais les propriétés à 5.000 hectares maximum sans remettre en cause les propriétés existantes qui comptent jusqu'à des dizaines de milliers d'hectares. Autrement dit, les grands propriétaires conservent leurs privilèges et pourront continuer de dicter leurs lois à l'ensemble de la paysannerie, ils pourront continuer leur guérilla contre le gouvernement et préparer leur retour au pouvoir. Cette constitution légitime le pouvoir de quelques familles de grands propriétaires terriens sur le pays tout entier.

2- La constitution devient le fer de lance du communautarisme en favorisant les langues et les traditions culturelles du monde indien qui seront autant de facteurs de division des classes exploitées.

3- L'Etat bolivien se séparera de l'Eglise catholique en devenant « indépendant » des religions, qu'il reconnaît toutes, mais sans statut particulier pour l'une d'entre elles. Dans les faits, il s'agit pour Morales d'accorder davantage de place au culte de la Pachamama, la Terre-mère, divinité propre aux religions andines, de céder à une autre forme d'obscurantisme.

Cette constitution ne remet pas en cause les vieilles institutions de l'Etat bourgeois bolivien avec lesquelles Morales s'accommode finalement très bien. On a appris que pour pouvoir présenter son projet de Constitution, il a dû négocier avec le sénat dominé par les représentants des latifundia et faire modifier 150 articles sur 400 du projet initial déjà adoptés l'année précédente par les seuls députés de son parti, le Mouvement vers le socialisme (MAS).

On nous a fait tout un baratin sur l'Assemblée constituante bolivienne, l'expression de la révolution bolivienne en marche, etc., là le masque est tombé, elle n'a en fait que le pouvoir que veut bien lui accorder la bourgeoisie, c'est-à-dire à condition qu'elle ne remette pas en cause son pouvoir. C'est dans ce cadre et en prenant en compte l'ensemble de ses facteurs qu'il faut apprécier la politique de collaboration de classes de Morales et non en procédant par abstraction ou en prenant ses désirs pour la réalité.

Mieux, j'ai entendu aux infos de TV5 Monde Asie que des membres de l'opposition avaient participé à la rédaction de cette nouvelle constitution, que l'on peut qualifier de bourgeoise. Il n'est pas interdit de dire que cette constitution a été adoptée avec l'aval des capitalistes qui détiennent toujours le pouvoir dans ce pays. Ces derniers se plaignent évidemment que la nouvelle constitution ne leur accorde pas des droits nouveaux, une plus grande autonomie des régions les plus riches, mais qu'elle ne leur enlève pas est déjà une grande victoire pour eux, ils ont obtenu de Morales que la réforme agraire ne soit pas rétroactive.

Bref, le socialisme du XXe siècle consiste à renforcer la place de la petite bourgeoisie dans la société, à augmenter la part des prolétaires dépendant directement de l'Etat bourgeois, pour le compte finalement des capitalistes et des grands propriétaires terriens, la majorité des ouvriers et des paysans continuant à vivre dans la pauvreté. Cela ne vous fait-il pas penser à ce qui s'est passé en France et dans tous les pays où le capitalisme s'est développé entre le milieu du XIXe et du XXe siècle ?

Dès l'élection de l'Assemblée constituante, Morales avait la possibilité de se saisir de la gigantesque mobilisation de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre pour liquider l'Etat bourgeois et ses institutions, pour donner tout le pouvoir au prolétariat soutenu par la paysannerie pauvre, en ne le faisant pas, il se privait définitivement des moyens politiques qui lui permettraient de remettre en cause le capitalisme. La suite on la connaît, il doit composer sans cesse avec la réaction qui détient finalement toujours le pouvoir.

Morales avait le choix entre le réformisme bourgeois à la Jaurès qui consiste à assurer la pérennité du capitalisme, ou le socialisme de Marx qui conduit à l'émancipation de l'exploitation capitaliste. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais d'autres voies, nous en avons la preuve sous le nez.